

Evaluation Systémique Des Investissements Du Secteur Agricole En République Démocratique Du Congo

[Systemic Evaluation Of Investments In The Agricultural Sector In The Democratic Republic Of The Congo]

Bokungu Lokiyo Freddy

Chercheur - Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Kinshasa / République Démocratique du Congo

Auteur correspondant : Bokungu Lokiyo Freddy, email : pfsergemulumba@gmail.com



Résumé : L'économie de la République Démocratique du Congo est potentiellement basée sur l'agriculture dont la part au PIB, qui était tombé à 25% en 1980, est revenue à 46% en 2022. Deux types d'agriculture coexistent au pays : traditionnelle et moderne. Le Plan National d'Investissement Agricole est le cadre national de planification des fonds nationaux et extérieurs pour le secteur de l'Agriculture et du Développement Rural en RDC.

En pratique, il se constate une faible capacité de financement des opérateurs agricoles et des difficultés d'accès au crédit agricole, une dégradation et un faible niveau d'accès aux infrastructures de base, un manque d'organisation des producteurs et autres acteurs des filières agricoles, une inadéquation de l'offre de services de recherche et de vulgarisation agricole, un faible niveau d'accès aux informations sur les marchés, une faiblesse de la demande interne et un faible niveau de valorisation des productions, etc.

Ainsi, la stratégie de développement des pôles de croissance doit à terme intégrer davantage les filières d'exportation majeures pour lesquelles la RDC dispose d'un avantage comparatif, et qui constitue actuellement le pilier du commerce extérieur de produits agricoles du pays.

Mots-clés : Planification, investissement, agriculture, évaluation, RDC.

Abstract: The economy of the Democratic Republic of the Congo is potentially based on agriculture, whose share of GDP, which had fallen to 25% in 1980, fell back to 46% in 2022. Two types of agriculture coexist in the country: traditional and modern. The National Agricultural Investment Plan is the national framework for planning national and external funds for the agriculture and rural development sector in the DRC.

In practice, there is a low financing capacity of agricultural operators and difficulties in accessing agricultural credit, a deterioration and low level of access to basic infrastructure, a lack of organization among producers and other actors in the agricultural sector, an inadequate supply of agricultural research and extension services, a low level of access to market information, a weakness in internal demand and a low level of production valorization, etc.

Thus, the strategy for developing growth poles must ultimately further integrate the major export sectors in which the DRC has a comparative advantage, and which currently constitute the pillar of the country's foreign trade in agricultural products.

Keywords: Planning, investment, agriculture, evaluation, DRC.

1. Introduction

Avec ses 80 millions d'hectares de terres cultivables et plus de 1100 minéraux et métaux précieux, la RDC a le potentiel pour devenir l'un des principaux pays exportateurs du continent africain et un moteur de la croissance africaine. Le pays est membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La RDC est ouverte au commerce international, lequel représente 71% de son PIB. Le gouvernement congolais a mis en place une série de réformes visant à améliorer le climat des affaires et à diversifier les exportations et entend les poursuivre. (OMC, 2022)

La balance commerciale de la RDC est structurellement négative, mais la reprise des prix des matières premières joue en faveur de la croissance des exportations et du rééquilibrage des comptes courants. Ces dernières années, en effet, la balance commerciale est redevenue positive. L'excédent commercial des marchandises est passé de 208 millions USD en 2019 à 994 millions USD en 2022. La même année 2022, les importations de marchandises se sont élevées à 5,2 milliards USD tandis que les exportations ont atteint 8,8 milliards USD, augmentant plus rapidement que les importations. Les dernières données disponibles relatives aux échanges de services indiquaient des exportations d'une valeur de 59 millions USD et des importations s'élevant à 1,78 milliard USD. (OMC, 2022)

L'économie de la RDC repose principalement sur les industries extractives, qui sont très dépendantes des prix mondiaux et de la dynamique économique internationale. L'économie du pays est donc fragile et vulnérable aux chocs financiers. Le pays a notamment souffert de la chute des cours du cuivre (premier produit d'exportation) en 2019, qui a entraîné une baisse des recettes, des dépenses et des réserves de change, alors que l'inflation explosait, atteignant 41,5% en 2018. (RDC/Mape, 2019)

Associée à la dépréciation du franc congolais, l'inflation a eu un impact négatif sur la consommation des ménages. Le solde budgétaire était légèrement négatif en 2019 (-0,2% PIB) du fait de recettes minières moindres, il s'est amélioré pour atteindre -0,1% en 2021 et 0,2% en 2022. Hors ressources naturelles, il a atteint néanmoins -2,3% PIB en 2019, et -2,1% PIB en 2022. (Banque mondiale, 2022)

Confrontée aux déséquilibres macroéconomiques, à la montée considérable de l'endettement et à l'insuffisance des liquidités pour financer les différents projets de développement agricole, le pays a procédé à la mise en place des dispositifs destinés à créer un climat propice pour attirer les investisseurs dans ce secteur.

Dès lors, il s'agit de voir, pour quelles raisons les flux d'investissements dans le secteur agricole continuent de ne pas agir de manière à impacter sur le vécu quotidien de la population, et contribuer significativement à la croissance économique du pays. Ainsi, pour orienter nos recherches, nous posons les questions suivantes : Quelle évaluation faire des investissements dans le secteur agricole en République Démocratique du Congo ? Que doit entreprendre la RDC pour rendre compétitive le secteur agricole ?

Aux questions posées dans la problématique, nous émettons les hypothèses selon lesquelles :

1) Les investissements agricoles auraient une incidence moins significative dans le développement de l'agriculture du pays. Ils ne parviendraient pas à garantir l'autonomie et à réduire l'insécurité alimentaire des populations ; 2 ! La stratégie de développement des pôles de croissance devrait à terme intégrer davantage les filières d'exportation majeures pour lesquelles la RDC dispose d'un avantage comparatif, et qui constituent actuellement le pilier du commerce extérieur de produits agricoles du pays.

2. Littérature

2.1. Littérature empirique

Le faible niveau de productivité agricole a constitué un obstacle à tout accroissement de la production industrielle. Car, un accroissement de la production suppose, au premier stade, tout au moins une augmentation de la proportion de la population active utilisée dans ce secteur. (Banque mondiale, 2018)

Le développement de l'agriculture joue un rôle crucial dans l'essor économique en général et dans l'élimination de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les pays moins avancés. Les mesures à prendre à cette fin sont notamment celles qui tendent à améliorer la productivité de l'agriculture et à encourager d'autres sources de développement rural, en particulier, grâce au renforcement de l'infrastructure rurale, à valoriser le capital humain en milieu rural grâce aux services de santé, d'éducation et d'assainissement, à faciliter l'accès aux ressources productives, l'accent étant mis sur l'égalité entre hommes et femmes, et à préserver les capacités de l'environnement naturel de soutenir la population actuelle et les générations futures. (FAO, 2019)

Le secteur industriel s'est révélé comme celui qui a positivement influencé la croissance du PIB réel par tête au Cameroun dans le long terme. Ainsi, une croissance du PIB industriel a jusqu'ici été la plus à même d'induire en moyenne une amélioration du niveau de vie mesurée par le PIB réel par habitant. Dans le même temps, le développement agricole n'a pas causé le développement des autres secteurs. Les secteurs ont pratiquement évolué de façon indépendante. Or, une liaison de l'agriculture vers l'industrie s'impose lors des premières phases du développement énoncé par Rostow. La théorie économique montre cette nécessité et de nombreux exemples empiriques en fournissent une illustration. (Bella, H., 2019)

Une augmentation de la production agricole peut entraîner une baisse des prix. Cette diminution des prix a pour effet une amélioration du salaire réel dans le secteur non agricole de telle sorte que le salaire nominal peut y diminuer sans pour autant affecter le niveau de vie. Les termes de l'échange s'en trouvent modifiés au détriment de l'agriculture et en faveur des autres secteurs. L'industrie percevra des profits plus élevés. Ces profits pourraient être utilisés pour la formation du capital ou pour la consommation dans les secteurs public ou privé. (Shindano, L., 2010)

Le plan de développement provincial de Kinshasa pour la période 2007-2011 a été élaboré en mai 2007. Il a défini son objectif global et les conséquences qui s'en suivent dans les différents secteurs dont l'Agriculture. Après le diagnostic, le gouvernement provincial de Kinshasa a constaté que la situation socio-économique est dans une grave détérioration. La situation a été engendrée par des facteurs à la fois internes et externes, il y a longtemps (ère coloniale) et récemment, récapitulés par un indicateur représentant la situation du bien-être individuel en l'occurrence le revenu réel journalier par personne (Anapi, 2016).

2.2. Littérature classique

L'agriculture, dans son acception générale, désigne l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et des animaux utiles à l'homme. Mocher affirme que l'agriculture est un mode particulier de production fondée sur le processus de croissance des plantes et des animaux. (Mocher, A., 2016)

L'agriculture prend également en compte les activités d'élevage, de pêche et de la chasse. Du point de vue économique, elle représente un secteur d'activité, une activité génératrice de revenu à partir de l'exploitation des terres, de la culture des animaux, etc.

Encadré 1. Activités agricoles



Source : Google maps, 2026.

2.2.1. L'investissement agricole

2.2.1.1. Brèves statistiques

Selon les relevées de la FAO sur la croissance de la production agricole et des facteurs de production au cours des 10 à 15 dernières années, la croissance de la production résulte d'investissements annuels de l'ordre de 77 milliards de dollars au niveau de l'exploitation agricole, dont près de 26 milliards de dollars (investissement net) ont été utilisés pour accroître la capacité de production, et le reste (51 milliards de dollars) pour maintenir la capacité existante (amortissements) (FAO, 2019).

Environ 15 milliards de dollars nets (34 milliards de dollars bruts), non compris le fonds de roulement, ont été investis chaque année dans des activités après-récolte, et 29 milliards de dollars bruts dans des services publics en faveur de l'agriculture (infrastructures rurales, recherche et vulgarisation). (FAO, 2019).

2.2.1.2. Sources d'investissement agricole

Par définition, les sources de financement de l'investissement sont soit l'épargne intérieure, soit l'importation de capitaux. Les deux types de ressources de fonds varient considérablement d'un pays à l'autre et, par conséquent, des pays ayant des revenus par habitant similaires peuvent présenter des taux d'investissement et de croissance très différents. Une partie de ces différences s'explique par des facteurs exogènes, mais beaucoup de préventions contre les investissements, lorsqu'elles existent, sont d'origine nationale et dérivent de politiques erronées, chose à laquelle il est possible de remédier. (Coffrey, E., 2008)

2.2.1.3. Investissements privés dans le secteur agricole

a) Ménages agricoles privés

Plus de la moitié de tous les investissements dans l'agriculture et les activités connexes du monde en développement se fait au niveau de l'exploitation. Pour l'essentiel, il s'agit du travail des membres de la famille, consacré au défrichage, au nivellement et au terrassement des terres, à l'irrigation et au drainage, à la plantation d'arbres, à la construction de logements, sans oublier l'augmentation du cheptel. Dans de nombreuses zones rurales, le travail du ménage agricole consiste principalement à exécuter les tâches quotidiennes nécessaires à la survie. (Coffrey, E., 2008)

b) Systèmes postproduction

Dans le secteur après-récolte, qui comprend essentiellement la commercialisation et la transformation privées, l'estimation des investissements repose sur les coûts unitaires types des investissements dans la capacité de commercialisation et de transformation et sur des hypothèses quant à la part de la production agricole qui entre dans les circuits commerciaux.

c) Investissements privés étrangers

Les transferts de capitaux indiquent un désir d'engagement à long terme des investisseurs et sont favorisés par une amélioration de la performance et des perspectives des pays, par la croissance économique, les dimensions des marchés, la stabilité politique et par les progrès de l'ajustement structurel. Le CNUCED énumère diverses raisons pour expliquer la difficulté relative de l'Afrique subsaharienne à attirer des investissements directs internationaux. Parmi celles-ci on peut citer les troubles politiques et les guerres civiles, la faible dimension des marchés, la croissance apathique ou négative, la précarité des infrastructures, le fort endettement et le manque de qualification de la main-d'œuvre. (Dauce, P., 2015)

d) Investissements publics dans le secteur agricole

Un ensemble de processus politiques et d'effets sociaux attendus détermine d'ordinaire les investissements publics dans le secteur agricole. Dans les pays les plus pauvres, la majeure partie des investissements publics dans l'agriculture est financée par des sources extérieures.

Une grande partie des dépenses publiques consacrées à l'agriculture, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, est constituée de subventions qui sont d'un profit net faible ou négatif. Le niveau des dépenses publiques dans l'agriculture a diminué au cours des dernières années, en raison essentiellement d'ajustements structurels. Cela peut traduire un

transfert des dépenses du secteur public vers le secteur privé, une réduction des subventions improductives ou la fermeture d'organismes paraétatiques qui fonctionnaient à perte.

e) Aide extérieure à l'agriculture

Le financement public du développement constitue une source relativement bien documentée en ce qui concerne les flux financiers destinés à l'agriculture des pays en développement. Il est difficile de déterminer la part de ces fonds qui peut être considérée comme investissement dans le sens défini. Pour beaucoup de pays en développement les plus pauvres, l'aide extérieure est presque l'unique source de financement de l'investissement public dans l'agriculture et aussi, pour une part importante, des dépenses de fonctionnement. Les deux tiers environ de cette aide sont fournis à des conditions de faveur. (Dauce, P., 2015)

3. Méthodologie

Nos recherches ont été appuyées par la méthode descriptive, qui a aidé à mieux situer l'apport des investissements agricoles dans l'économie de la RDC ; la méthode comparative, qui a permis d'établir une comparaison entre les différentes données recueillies dans le cadre de notre étude ; la technique documentaire, qui a servi à consulter divers documents pour en tirer les informations utiles; ainsi que la recherche sur Internet en vue d'actualiser les informations reçues des différentes sources, grâce à la riche base des données que renferme cet outil.

4. Présentation des résultats, analyse et interprétation

Les autorités politiques de la République Démocratique du Congo se sont engagées, à travers la Charte PDDAA, à augmenter progressivement la contribution du budget de l'Etat pour atteindre 10% du budget national. Cette volonté d'accélérer la croissance agricole se traduit concrètement par l'augmentation des budgets alloués aux ministères en charge du secteur (agriculture, recherche, enseignement, etc.) et aux Provinces, par le lancement d'initiatives nouvelles telles que la campagne agricole. Ainsi, le financement de l'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a augmenté de 35% entre 2019 et 2022.

Le Plan National d'Investissement Agricole de la RDC est le cadre national de planification des fonds nationaux et extérieurs pour le secteur de l'Agriculture et du Développement Rural. Il a pris en compte les besoins, les acquis, les gaps à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur. Il fédère l'ensemble des programmes et projets en cours et en perspective dans le secteur. (RDC/Madr, 2015)

Son objectif global fut de stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduire la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus. Plus spécifiquement, cinq grands axes prioritaires ont été identifiés :

- Promouvoir durablement les filières agricoles, au premier rang desquelles les filières vivrières, et développer l'agri business afin d'améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur ;
- Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques ;
- Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs ;
- Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles ; et
- Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques.

Pour répondre directement à ces grandes orientations, le Plan National d'Investissement Agricole fut structuré en cinq programmes, répondant aux cinq axes prioritaires du secteur, et est développé à travers 18 sous-programmes et 66 composantes. L'approche stratégique pour la mise en œuvre du PNIA s'est basée sur un certain nombre de principes d'intervention :

- L'inclusion et la responsabilisation de tous les acteurs publics et privés impliqués dans le développement agricole ;
- La valorisation des avantages comparatifs de chaque province à travers la mise en œuvre des Plans Provinciaux d'Investissement Agricole, dont le développement sera de la responsabilité des autorités provinciales ;

- La création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA) dans le but de dynamiser les différentes filières ;
- La prise en compte systématique des aspects du genre et de la bonne gouvernance à travers toutes les interventions envisagées ;
- Le renforcement des capacités de l'ensemble des intervenants publics et privés pour leur permettre de remplir les missions de service publics et d'opérateurs économiques;
- Le développement de la productivité agricole dans une logique de développement durable, respectueux des contraintes environnementales et sociales.

Le coût total du PNIA de la République Démocratique du Congo sur la période allant de 2013 à 2020 fut estimé à 5 730,8 millions USD. La ventilation du coût total par programme se présente comme suit (RDC/Minp, 2011) :

- Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business : 3 652,5 millions USD soit 64 %.
- Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques : 536,9 millions USD soit 9 %.
- Programme 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles : 738,3 millions USD soit 13 %.
- Programme 4 : Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles : 607,3 millions USD soit 11 %.
- Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques 195,8 millions USD soit 3%.

Tableau 1. Plan national d'investissement agricole

	<i>Coût</i>	<i>Acquis</i>	<i>Gaps</i>
PLAN NATION D'INVESTISSEMENT AGRICOLE	5730.8	857.3	4873.5
<i>Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business</i>	<i>3652.5</i>	<i>585.0</i>	<i>3067.5</i>
<i>Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques</i>	<i>536.9</i>	<i>52.8</i>	<i>484.1</i>
<i>Programme 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles</i>	<i>738.3</i>	<i>88.5</i>	<i>649.8</i>
<i>Programme 4 : Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles</i>	<i>607.3</i>	<i>55.8</i>	<i>551.5</i>
<i>Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques</i>	<i>195.8</i>	<i>75.2</i>	<i>120.6</i>

Source : RDC/Madr, 2015

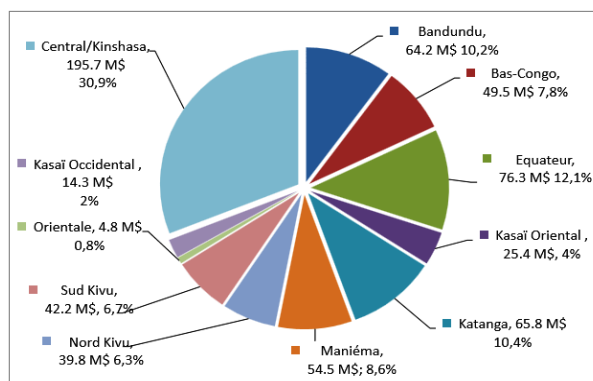
Les sommes requises pour la mise en œuvre du PNIA au cours de huit années passées peuvent paraître importantes ; il convient cependant de souligner que le PNIA de la RDC reste dans des proportions inférieures à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne si l'on tient compte de la population du pays (plus ou moins 100 millions d'habitants).

La dépense annuelle moyenne est de seulement 8,2 USD par habitant, ce qui reste modeste par rapport aux enjeux en termes de lutte contre la pauvreté et la malnutrition dans le pays le plus peuplé d'Afrique centrale. Il convient également de noter que le volume total de financement additionnel (près de 610 millions d'USD par an) reste dans des proportions réalistes en matière de capacités de consommation budgétaire. (RDC/Madr, 2015)

Dans un contexte d'insuffisance des ressources et d'accroissement des besoins, il s'est agi d'harmoniser l'ensemble des futures interventions dans le secteur agricole et rural en vue d'en améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficacités. Sur le plan opérationnel, cette harmonisation fut obtenue par l'alignement de chaque nouveau programme ou projet sur l'architecture générale du PNIA. Toutes les nouvelles interventions contribueront ainsi à atteindre les objectifs sectoriels et permettront d'avoir un impact plus significatif sur la croissance agricole, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la malnutrition et la souveraineté alimentaire du pays.

L'affectation du financement net disponible à partir de 2013 par province révèle que sur un montant de 632,3 millions USD acquis, la province de Kinshasa (la capitale et siège des institutions gouvernementales, internationales, et les ONG) concentre l'essentiel des financements, soit 30,9%. Elle est suivie de la province l'ex Equateur (12,1%), l'ex province du Katanga (10,4%) et celle de l'ex Bandundu (10,1). La part de chacune des provinces restantes étant inférieure à 10%. (RDC/Madr, 2015)

Graphique 1. Répartition (en millions d'USD et en %) des financements acquis par province (Avant le redécoupage administratif de 2016)



Source : RDC/Madr, 2015.

Pour la province de Kinshasa, les coûts des composantes sont combinés avec les coûts estimés au niveau central/national. Les bases d'estimation des coûts par province ont tenu compte des potentialités de chacune d'elles, de son poids démographique, et de sa contribution au PIB.

5. Discussions

Le secteur agricole en République Démocratique du Congo est confronté à de nombreuses contraintes d'ordre technique, économique et institutionnel, à savoir : une faible productivité des filières végétales, animales et halieutiques, une allocation budgétaire encore insuffisante, un cadre institutionnel insuffisamment organisé, avec un déficit en ressources humaines, techniques et matérielles, tant au niveau central qu'au niveau des provinces, un régime foncier dualiste, tiraillé entre le juridique et le traditionnel, la détérioration des conditions de vie en milieu rural provoquant ainsi un exode élevé et sélectif qui draine vers les villes les actifs agricoles les plus dynamiques, un environnement macroéconomique peu propice aux investissements productifs.

L'absence de causalité directionnelle entre investissements agricoles, taux de croissance économique et réduction de la pauvreté, implique que la RDC devrait adopter une politique de développement de l'agriculture centrée sur :

- L'amélioration du climat des affaires pour permettre les investissements internationaux ou les entreprises multinationales de s'implanter en RDC et de faire bénéficier des avantages qu'offrent ceux-ci dans le secteur agricole, il y a d'une part nécessité d'accroître la production locale afin d'absorber le besoin en financement agricole ;
- Développer une politique industrielle créatrice des valeurs ajoutées. Cette politique doit être adéquate en vue de booster la production locale, ce qui permettrait l'augmentation de la qualité de la main d'œuvre tout en résorbant le chômage et l'accélération de la capacité exportatrice susceptible de rendre la balance excédentaire. Dans ce même ordre d'idée, le gain en devise sera assuré, suivi du confort des avoirs en réserves et l'effrètement de l'inflation via le taux de change, ainsi, le pays se retrouverait en capacité de financement ;
- Pour bénéficier au maximum des avantages des investissements agricoles, les autorités publiques de la RDC doivent améliorer la capacité d'absorption des progrès technologiques par les entreprises locales. Au moins trois mesures de politique économique peuvent être recommandées dans ce cadre : élever le niveau d'expertise agricole de la population ;

encourager les activités locales de recherche et de développement du secteur agricole ; accroître le degré de concurrence afin d'inciter les entreprises locales à mettre en œuvre les innovations technologiques introduites par les filiales de groupes, et inciter les investisseurs au transfert des technologies.

La stratégie de développement des pôles de croissance doit à terme intégrer davantage les filières d'exportation majeures pour lesquelles la RDC dispose d'un avantage comparatif et qui constitue actuellement le pilier du commerce extérieur de produits agricoles du pays.

6. Conclusion

Malgré les contraintes qui entravent son développement depuis plusieurs décennies, le secteur agricole congolais possède un potentiel considérable et offre des opportunités tout à fait remarquables. Il s'agit notamment : de conditions climatiques et écologiques très favorables aux activités agricoles, la disponibilité en terres agricoles (environ 75.000.000 ha) très peu valorisées (environ 10% sont exploitées annuellement), des potentialités réelles de développement de plusieurs cultures d'exportation hautement compétitives sur le marché international et générateurs de revenus importants notamment le palmier à huile, le café, le cacao, le thé, l'hévéa, etc.

Les grands défis à relever par le pays à l'horizon proche consistent à : sécuriser et moderniser les systèmes de production agricoles pour améliorer durablement la productivité des filières, par un meilleur accès aux facteurs de production, aux marchés et par l'amélioration de l'environnement juridique et de la gouvernance, vaincre la malnutrition et l'insécurité alimentaire et réduire significativement le niveau de pauvreté de la population rurale, et mobiliser des investissements conséquents pour permettre à tous les acteurs du secteur agricole de jouer pleinement leurs rôles dans la modernisation du pays.

Nous sommes persuadé que le développement de la République Démocratique du Congo devrait se fonder sur une diversification de sa production et une industrialisation de son agriculture, pour espérer atteindre une productivité capable de rendre le pays compétitif vis-à-vis des partenaires du commerce mondial, particulièrement dans le secteur agricole.

Références

- [1]. Anapi (2016), *Investir dans le secteur agricole en RDC- Cahier sectoriel*, Kinshasa.
- [2]. Banque mondiale (2018), *Qualité de la croissance*, Bruxelles, De Boeck université.
- [3]. Banque Mondiale (2022), *Indicateurs de développement dans le monde*.
- [4]. Bella, H. (2019), « Agriculture et Croissance économique au Cameroun », Institut sous régional de la statistique Appliquée, Mémoire.
- [5]. Coffey, E. (2008), *Le financement Agricole : Ajuster les Politiques*, Rome, FAO.
- [6]. Dauce, P. (2015), *Agriculture et monde agricole*, Paris, La documentation française.
- [7]. FAO (2019), *Investissement dans le secteur agricole : évolution et perspectives*, Rome.
- [8]. Mocher, A. (2010), *La production agricole*, Paris, Seuil.
- [9]. OMC (2017), *Echange de services dans le monde*, New York.
- [10]. RDC/Madr (2015), *Plan national d'investissement agricole*.
- [11]. RDC/Mape (2019), *Note de politique agricole*
- [12]. RDC/Minp (2011), *Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2*, Kinshasa.
- [13]. Shindano, L (2010), « Investissement dans le secteur agricole et la croissance économique », Université de Kinshasa, Mémoire.